

M. Hollande, vous êtes comptable d'une certaine idée de la France qui se joue à Gaza

Quand la violence crée une spirale incontrôlée et la mort de 300 civils innocents, la situation exige une réponse urgente et déterminée ", viennent d'indiquer à bon escient le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, au moment d'élever au niveau 3 les sanctions économiques contre la Russie. On ne sache pas que le président russe, Vladimir Poutine, où l'un de ses subordonnés, ait donné l'ordre de faire sauter en vol le Boeing 777 de la Malaysia Airlines. Il y a déjà cinq fois plus de civils innocents massacrés à Gaza, mais ceux-là soigneusement ciblés et sur l'ordre direct d'un gouvernement. Les sanctions de l'Union européenne contre Israël restent au niveau zéro. L'annexion de la Crimée russophone déclenche indignation et sanctions. Celle de la Jérusalem arabophone nous laisserait impavides ? Peut-on à la fois condamner M. Poutine et absoudre M. Nétanyahou ? Encore deux poids deux mesures ?

Nous avons condamné les conflits interarabes et intermusulmans qui ensanglantent et décomposent le Moyen-Orient. Ils font plus de victimes locales que la répression israélienne. Mais la particularité de l'affaire israélo-palestinienne est qu'elle concerne et touche à l'identité des millions d'Arabes et musulmans, des millions de chrétiens et Occidentaux, des millions de juifs dispersés dans le monde.

Ce conflit apparemment local est de portée mondiale et de ce fait a déjà suscité ses métastases dans le monde musulman, le monde juif, le monde occidental. Il a réveillé et amplifié anti-judaïsme, anti-arabisme, anti-christianisme (les croisés) et répandu des incendies de haine dans tous les continents.

Nous avons eu l'occasion de nous rendre à Gaza, où il existe un Institut culturel français ; et les SOS que nous recevons de nos amis sur place, qui voient les leurs mourir dans une terrible solitude, nous bouleversent. N'ayant guère d'accointances avec les actuels présidents du Conseil et de la Commission européens, ce n'est pas vers ces éminentes et sagaces personnalités que nous nous tournons mais vers vous, François Hollande, pour qui nous avons voté et qui ne nous êtes pas inconnu. C'est de vous que nous sommes en droit d'attendre une réponse urgente et déterminée face à ce carnage, comme à la systématisation des punitions collectives en Cisjordanie même.

Les appels pieux ne suffisent pas plus que les renvois dos à dos qui masquent la terrible disproportion de forces entre colonisateurs et colonisés depuis quarante-sept ans. L'écrivain et dissident russe Alexandre Soljenitsyne (1918-2008) demandait aux dirigeants soviétiques une seule chose : "*Ne mentez pas.*" Quand on ne peut résister à la force, on doit au moins résister au mensonge. Ne vous et ne nous mentez pas, monsieur le Président. On doit toujours regretter la mort de militaires en opération, mais quand les victimes sont des civils, femmes et enfants sans défense qui n'ont plus d'eau à boire, non pas des occupants mais des occupés, et non des envahisseurs mais des envahis, il ne s'agit plus d'implorer mais de sommer au respect du droit international.

La France est bien placée pour initier un mouvement des grands pays européens pour la suspension de l'accord d'association entre Israël et l'UE, accord conditionné au respect de nos valeurs communes et des accords de paix souscrits par le passé. De même pourrait-elle faire valoir qu'un cessez-le-feu qui déboucherait sur un retour au statu quo ante, lui-même déjà intolérable, ne ferait que contribuer au pourrissement de la situation et donc au retour de l'insécurité pour les uns comme pour les autres.

L'enfermement complet n'est ni viable ni humain. Pourquoi la police européenne ne pourrait-elle revenir sur tous les points de passage entre Gaza et l'extérieur, comme c'était le cas avant 2007 ?

Nous n'oublions pas les chrétiens expulsés d'Irak et les civils assiégés d'Alep. Mais à notre connaissance, vous n'avez jamais chanté *La Vie en rose* en trinquant avec l'autocrate de Damas ou avec le calife de Mossoul comme on vous l'a vu faire sur nos écrans avec le premier ministre israélien au cours d'un repas familial. L'extrême droite israélienne vous semblait moins répréhensible que l'extrême droite française, à quelque chose cette inconséquence pourrait être bonne : faciliter les échanges et les pressions au nom de valeurs communes. Israël se veut défenseur d'un Occident ex-persécuteur de juifs, dont il est un héritier pour le meilleur et pour le pire. Il se dit défenseur de la démocratie, qu'il réserve pleinement aux seuls juifs, et se prétend ennemi du racisme tout en se rapprochant d'un apartheid pour les Arabes.

L'école stoïcienne recommandait de distinguer, parmi les événements du monde, entre les choses qui dépendent de nous et celles qui ne dépendent pas de nous. On ne peut guère agir sur les accidents d'avion et les séismes – et pourtant vous avez personnellement pris en main le sort et le deuil des familles des victimes d'une catastrophe aérienne au Mali. C'est tout à votre honneur. A fortiori, un homme politique se doit de monter en première ligne quand les catastrophes humanitaires sont le fait de décisions politiques sur lesquelles il peut intervenir, surtout quand les responsables sont de ses amis ou alliés et qu'ils font partie des Nations unies, sujets aux mêmes devoirs et obligations que les autres Etats. La France n'est-elle pas un

membre permanent du Conseil de sécurité ?

Ce ne sont certes pas des Français qui sont directement en cause ici, c'est une certaine idée de la France dont vous êtes comptable, aux yeux de vos compatriotes comme du reste du monde. Et il ne vous échappe pas que faux-fuyants et faux-semblants ont une crédibilité et une durée de vie de plus en plus limitées.

Rony Brauman - Régis Debray - Christiane Hessel - Edgar Morin

Ex-président de MSF, professeur à Sciences Po

Ecrivain

Veuve de Stéphane Hessel

Directeur de recherches émérite au CNRS